



BULLETIN D'INFORMATION ET DE LIAISON

N° 195 - Octobre 2020

Édito

RESTER EN CONTACT



Rester en contact entre nous et avec nos partenaires africains, suivre ou étudier des projets à distance, autant de défis à relever cette année. Les difficultés sont multiples, confinement

ici et là-bas, respect des distanciations physiques, zones de conflit et insécurité au Burkina, mais les technologies modernes de communication et des opérateurs qui couvrent parfois mieux des zones africaines que certaines zones rurales ici, permettent de rester en contact.

Nous avons réalisé nombre de réunions de bureau, de CA, entre nous mais aussi avec nos partenaires ici et en Afrique en visioconférence.

Sur les réseaux sociaux, nous recevons régulièrement des nouvelles de nos partenaires notamment au Sénégal avec des photos des avicultrices et des apiculteurs de Mako ou Thionck Essyl, des jardins du CEEDD à Thiès.

C'est aussi malheureusement ainsi que nous avons appris le décès de Oumy Seck, présidente du CEEDD que nous avons reçue en Champagne à l'automne dernier.

Nos interlocuteurs les plus aptes à écrire, analyser et rédiger en français partagent les informations par mail, ainsi Ousmane Dao nous tient informés de la situation au

Burkina qui souffre plus des difficultés liées à l'insécurité que du Covid.

En Afrique, les régions sont confinées mais les besoins alimentaires restent une priorité et les agriculteurs locaux travaillent à les satisfaire ; nous avons connu cette situation en France pendant le confinement où s'approvisionner localement fut une découverte pour nombre de gens.

Pas de mission en Afrique depuis février et certainement pas avant 2021, il nous faut revoir notre stratégie. Ainsi, la Maison Familiale de Oukhout en Casamance nous a soumis 2 projets d'installation de jeunes en élevage porcin et en maraîchage ; nous les avons étudiés, avons transmis remarques et questions au directeur national puis sollicité des spécialistes sur place qui puissent rencontrer ces jeunes, évaluer leurs motivations, les compétences acquises pendant la formation, la faisabilité de leurs projets.

Une mission leur a été confiée en juillet ; les projets améliorés, réécrits seront de nouveau étudiés avant d'être présentés au CA.

Ne pas rencontrer nos partenaires, en allant sur place ou en les accueillant ici, est frustrant pour eux, comme pour nous, mais cette frustration reste légère face aux difficultés qu'ils vivent et que nous essayons de partager dans ce bulletin.

Anne-Marie WARZÉE,
membre du Bureau

REGARDS DE NOS PARTENAIRES SUR LA COVID 19

Dans ce bulletin nous avons choisi de laisser la parole à nos partenaires africains afin qu'ils puissent nous donner eux-mêmes leur vérité, leur ressenti et leur expérience sur ce qu'ils ont vécu ces derniers mois. Comme nous ils ont fait et font toujours face à la pandémie de coronavirus. Les mesures prises par leurs gouvernements et les recommandations faites sont similaires aux nôtres : confinement, port du masque obligatoire, respect des gestes barrières, lavage des mains régulier, interdiction de rassemblement, fermeture des écoles et des lieux de culte, limitation voire arrêt des transports publics, couvre-feux, etc. Le non-respect de ces mesures peut entraîner de sévères sanctions.

Comme vous pourrez le constater en lisant les réponses de nos partenaires à nos questions, bien que les nombres de malades et de décès soient nettement inférieurs à ceux enregistrés en France, les conséquences de la pandémie sont parfois lourdes.

Vous noterez que la situation est différente au Burkina Faso où le nombre de cas est moindre mais où la situation actuelle est particulièrement compliquée du fait d'une insécurité grandissante. Nous remercions nos partenaires d'avoir pris le temps de nous envoyer ces informations détaillées. **Si vous souhaitez retrouver l'intégralité de leurs réponses, rendez-vous sur le site internet de l'Accir dans l'onglet « Actualités > Bulletin ».**

Quelles sont ou quelles ont été les mesures de précaution mises en place par les pouvoirs publics ?

Réponse de Fert au Burkina

Pour se protéger et empêcher la propagation du virus de la Covid 19 et d'autres infections, les mesures de précaution mises en place par le gouvernement sont les suivantes :

- La mise en place de la quarantaine décrétée le 30 mars 2020, de toutes les villes ayant enregistré un cas (Ouaga, Bobo, Boromo, Dédougou) avec la fermeture des écoles le 16 mars 2020 ainsi que des lieux publics (maquis, bars, boîte de nuit,

marchés et yard) et la suspension de tout événement à caractère social, économique et culturel (mariage, concert, etc.) ; puis la fermeture des lieux de cultes et l'interdiction de rassemblement de plus de 50 personnes le 25 mars 2020. Ces mesures qui devaient être levées le 24 avril 2020, ont été prolongées puis ont connu une levée progressive.

- L'instauration d'un couvre-feu le 25 mars dans tout le pays de 19h à 5h du matin jusqu'au 13 avril 2020 et qui a été ensuite prolongé avec changement d'horaires de 21 à 4h du matin.

- La limitation des transports interurbains du 23 mars au 05 avril 2020 mais qui a été prolongée.

- L'instauration du port du masque obligatoire le 27 avril 2020 qui demeure une mesure non respectée par la population sauf dans certains services et administrations où le masque est exigé.

Fin mai 2020, avec la baisse du nombre de cas infectés par la Covid-19, l'Etat a procédé à l'allègement de certaines mesures avec la levée de la quarantaine et du couvre-feu le 3 juin 2020 sur toute l'étendue du territoire à l'exception des provinces en état d'urgence pour des raisons sécuritaires.

Les frontières aériennes ont été réouvertes le 1^{er} août 2020 avec des conditions d'entrée et de départ du Burkina strictes. Toutes les frontières terrestres restent cependant fermées jusqu'à nouvel ordre.

PAYS	BURKINA	TOGO	BÉNIN	SÉNÉGAL	RWANDA
CAS CONFIRMÉS	1 379	1 537	2 242	12 559	4 063
DÉCÈS	55	37	40	261	16
CAS ACTIFS	250	211	97	4 481	2 034
NB TOTAL D'HABITANTS	19,8 M	7,9 M	11,5M	15,9 M	12,3 M

Les données de ce tableau datent de début septembre

Réponse de GESCOD au Bénin

A la suite du déconfinement au mois de juillet, il y a eu une hausse du nombre de personnes malades. L'Etat a alors décidé de distribuer dans toutes les familles de la chloroquine et a demandé aux personnes atteintes du virus d'en prendre. De plus, il a ouvert des centres d'accueil pour les malades et fait appel à des volontaires pour augmenter le nombre de personnel de santé présents dans ces centres.

Réponse de GESCOD au Togo

Les chiffres évoluent et les malades sont concentrés principalement sur Lomé et Sokodé. La frontière avec le Ghana semble également poser un problème.

Autour de Sokodé, le port du masque est obligatoire, un couvre-feu est instauré. La circulation en voiture ou à moto est limitée (pas plus de 3 personnes par voiture et pas plus de 2 personnes à moto). Il est obligatoire de disposer de laissez-passer pour circuler. Ceux-ci sont délivrés par la mairie puis par les ministères dont la gestion est centralisée à Lomé. Ce qui explique les difficultés de circulation entre Sokodé et le reste du territoire togolais.

La police se place à des carrefours stratégiques pour sanctionner les personnes en infraction. La répression liée au confinement est une préoccupation importante (environ 4 morts).

Le gel et les masques sont disponibles en nombre suffisant dans les villes.

Comment avez-vous géré l'épidémie au sein de votre structure ?

Réponse du Seracom au Burkina Faso

Le confinement était à l'échelle nationale mais pas au niveau de la ville de Djibo qui n'a pas connu de cas depuis le début de la pandémie au Burkina Faso en mars. Le confinement au niveau de nos partenaires a surtout eu pour conséquences l'annulation de toutes les rencontres en présentiel et la tenue des rencontres par vidéo conférence. Cependant le mauvais débit d'internet dans la zone ne facilite pas l'utilisation de cette technologie.

Réponse de l'ARDI au Rwanda

Dans notre structure lors du confinement tout le personnel a continué à travailler à la maison pour les activités on line. Le suivi des activités sur terrain surtout le suivi des directs des parcelles et l'encadrement des bénéficiaires sur les FFS (Farmer Field Schools) étaient dans les mains des animateurs qui collaboraient étroitement avec le technicien agricole sur téléphone. Car les activités agricoles étaient en cours.

Réponse de GOEMA au Burkina Faso

Pendant le confinement, on a pu mener nos activités terrain de chantiers HIMO (Haute In-



tensité de Main d'œuvre) au périmètre bocager de Lebda (100 hectares) et de la piste boisée de Toèghin (5080 mètres). On veillait à ce que les distanciations physiques soient respectées sur les chantiers, il était important pour nous de mener ces chantiers afin de permettre aux populations d'avoir des revenus dans cette période difficile de Covid.

Quelles activités prévues dans l'année 2020 ont dû être adaptées, reportées, voire annulées ?

Réponse de l'ARDI au Rwanda

Dans le projet ACCIR, parmi les activités exécutées figurent la formation sur les techniques d'animation des FFS (Farmer Field Schools), la location des parcelles pour les champs-écoles, la distribution des semences de légumineuses, du petit bétail, des intrants pour les champs écoles et la démonstration sur la pratique de préparation d'un aliment équilibré.

Une adaptation a été effectuée sur l'activité de formation, sur la rubrique location salle, où un montant de 200.000 Frw a été retenu pour la contribution d'ACCIR /ARDI au bénéfice de l'appui aux familles pauvres affectées par COVID 19. D'autres changements ont été effectués sur l'activité d'achat du petit bétail où le budget destiné à l'installation de l'unité de CPV (Concentrés Protéiques Végétaux) a été utilisé pour finaliser l'activité de l'achat du petit bétail, aussi l'activité de l'installation de l'unité a été reportée à l'année prochaine.

Réponse du SERACOM au Burkina Faso

Avec la pandémie, le SERACOM a été amené à adapter voire reporter ou annuler certaines activités planifiées dans l'année 2020. Ces activités sont :

- La Coopérative Sahel Produits avec l'appui du SERACOM avait obtenu en Février un contrat pour l'exportation de 60 tonnes de sésame bio en Allemagne. **L'arrivée de la pandémie en début mars et les mesures de confinement ont eu pour impact la révision du contrat à la baisse pour passer de 60 à 40 tonnes et la cogestion du contrat avec une autre structure pour pouvoir réaliser cette opération.**

- La suspension et le report de toutes les activités entraînant un regroupement de plus de 25 personnes (les AG annuelles des Unités de Production, les formations des producteurs...).

- Au niveau des Assistances alimentaires des populations déplacées dans le cadre du partenariat avec le PAM, le SERACOM a mis en place une stratégie de distribution par groupe de 20 ménages et l'installation des kits d'hygiène sur les sites de distribution et des séances de sensibilisation des bénéficiaires sur les mesures barrières.

- L'adaptation de la concertation avec les partenaires par la tenue des rencontres et ateliers par vidéo conférences.

Réponse de GOEMA au Burkina Faso

A Goèma, les activités n'ont pas été trop impactées par la crise sanitaire. Il n'y a pas eu de cas confirmés de COVID 19 dans les villages autour. Ceci dit, au printemps, Ouaga avait été confinée durant 3 semaines et de ce fait les échanges physiques avec les partenaires de la capitale ont été suspendus.

Il en a été de même, par précaution, pour les réunions publiques au sein de l'association Tenkeega. On avait prévu de faire des formations dans les 4 villages membres de TENKEEGA sur le zai et sur le compostage, malheureusement cette activité a été annulée. On envisageait également un stage hors du pays de 2 volontaires de Goèma cela a été reporté.

Cela va-t-il changer votre manière de travailler à plus long terme ? Avez-vous réfléchi à des méthodes d'anticipation et d'adaptation si ce type de crise devait se reproduire ?

Réponse du Seracom au Burkina Faso

Les plus grandes préoccupations de notre entreprise concernant l'impact du COVID-19 sont :

- Les délais de paiement de nos clients donc de paiement aux producteurs,

- Le ralentissement des activités de commercialisation,

- La difficulté d'approvisionnement en intrants agricoles,

- Les difficultés de suivi accompagnement des producteurs de sésame,

- Les difficultés au niveau des ventes groupées des producteurs,

- Les disponibilités de financement de nos activités de production et de commercialisation

Pour se préparer à moyen et à long terme notre organisation se prépare à :

- A moyen terme nous menons nos activités tout en tenant compte des mesures barrières qui ont été prises par le gouvernement c'est-à-dire nous travaillons avec des petits groupes de producteurs (maximum 15 par groupe) et beaucoup de nos concertations sont faites par des appels téléphoniques, la valorisation des rôles des Animateurs endogènes pour le suivi conseil et la sensibilisation, et la collecte de porte à porte.

- A long terme nous pensons à la mise en place d'une Unité de centralisation et de nettoyage du sésame à Djibo.

Réponse de l'ARDI au Rwanda

Pour les bénéficiaires et coopératives partenaires d'ARDI, les mesures suivantes ont été renforcées afin de s'adapter à une crise pareille :

- L'encadrement des bénéficiaires dans de petits groupes par des animateurs paysans (**encadrement de proximité**) ;

- **Renforcer la culture de l'épargne et du crédit** au sein des ménages et dans les FFS (Farmer Field Schools) et coopératives pour les aider dans les périodes de crise ;

- **Renforcer les mesures d'hygiènes** sur les FFS et même dans les ménages (mettre en place les moyens simples de lavage des mains) ;

- Pour les coopératives partenaires d'ARDI, les membres ayant des téléphones et les leaders seront **sensibilisés sur l'usage de la technologie** afin d'accéder à l'information (utilisation des téléphones mobile, mobile money, suivi des informations agricoles etc...).

Quelles sont les conséquences de la pandémie sur le plan agricole dans votre région ?

Quelles difficultés ont rencontrées les producteurs ?

Réponse de GESCOD au Bénin et au Togo

Au Bénin, la campagne agricole se déroule bien, mais les agriculteurs se font beaucoup de souci sur la commercialisation des récoltes car la circulation est limitée et la crainte est de ne pas pouvoir acheminer les produits vers les centres urbains.

Au Togo, la campagne agricole a commencé mais l'accès aux intrants est très compliqué car les livraisons ne peuvent pas se dérouler normalement faute de laissez-passer.

Réponse de Fert au Burkina Faso

Bien que la région du Centre Nord n'ait pas enregistré de cas, l'épidémie de virus COVID-19 a eu des conséquences au sein des OP (Organisations de Producteurs) dues aux mesures de précaution prises par le gouvernement. On note entre autres



des interruptions du commerce et de la production locale, du stockage, de la transformation et de la distribution dues à la fermeture des marchés et à la restriction des déplacements. Les marchés agricoles, restaurants et hôtels ayant été fermés, le commerce des producteurs a été fortement réduit ce qui a affecté lourdement leurs revenus. C'est surtout le cas des producteurs et OP que nous accompagnons qui écoulent leurs productions en majorité dans les marchés des zones urbaines et rurales.

Réponse de l'UNMFR au Sénégal

Les marchés hebdomadaires qui servaient de lieu d'écoulement et d'approvisionnement ne fonctionnent pas correctement (3 jours sur 7 sont ouverts). Les dimanches, tous les marchés sont fermés pour permettre aux Unités de gestion des déchets de procéder au nettoyage et à l'assainissement des canaux.

Les vols aériens sont suspendus et donc il est difficile de trouver les marchandises. Celles qui existent, ont connu des hausses exorbitantes.

- nos producteurs et productrices n'ont plus de réserves encore moins de semences pour faire face à la campagne 2020 ;

- il s'y ajoute les faibles pluviométries enregistrées au nord et au centre du pays ;

- es jeunes (bras valides) qui avaient émigré pour aider les familles, sont revenus au bercail, la famille s'est élargie alors que les ressources diminuent ;

- le cheptel qui constituait une épargne est en train de s'effriter à cause du manque d'alimentation et une mévente ;

- l'aviculture a connu des pertes énormes dans les foyers à cause d'une épidémie ;

- les légumes qui nous venaient du Maroc et de l'Europe ne sont plus accessibles, les repas cuisinés ne reçoivent plus de légumes ;

- le poisson frais se fait de plus en plus rare.

Réponse de l'ARDI au Rwanda

Depuis le début du confinement les agriculteurs

sont autorisés à continuer leurs activités agricoles. Malgré cet effort de l'Etat pour sauvegarder la sécurité alimentaire dans ces moments de crise, quelques problèmes ont été observés :

- Le coût élevé de la main d'œuvre car les déplacements des personnes étaient interdits d'où la main d'œuvre locale qui était insuffisante et chère dans certaines zones,

- Le suivi des techniciens sur le terrain était limité suite au confinement ;

- Les prix de certains produits ont été élevés à cause de leur rareté dans certaines zones par exemple la pomme de terre, les fruits etc.

- Les agriculteurs/éleveurs qui étaient dans des chaînes de valeurs comme fruits, légumes, volailles n'ont pas trouvé des marchés directs de leurs productions suite aux bars, restaurants et hôtels qui étaient fermés dans la période de confinement.

Y a-t-il actuellement ou craignez-vous qu'il y ait prochainement des problèmes de sécurité alimentaire pour la population, liées à la pandémie ?

Réponse de l'UNMFR au Sénégal

Des problèmes de sécurité alimentaire sont à craindre car il n'existe plus de réserves dans les greniers. Dans la partie Nord et Est du pays, l'insécurité alimentaire serait inévitable si des mesures d'accompagnement ne sont pas prises (création de banques céréalières pour les zones pourvues et création dans d'autres).

Le retard dans la mise en place des semences et engrais aurait des conséquences sur les rendements. Le commerce local est à encourager.

Réponse de l'ARDI au Rwanda

Actuellement, on assiste à un **problème de sécurité alimentaire surtout pour les membres des familles vulnérables** et également aussi dans des familles dont les membres ont perdu leur emploi à cause du COVID 19.

Suite aux mobilisations à grande échelle des services agricoles et des subventions de l'Etat sur les

semences et engrais pour la saison prochaine de 2021, le problème d'insécurité alimentaire suite aux conséquences liées au COVID sera levé progressivement.

Réponse du SERACOM au Burkina Faso

Il y a actuellement des problèmes de sécurité alimentaire dans la province du Soum avec une crise alimentaire très aigue. Cette situation peut s'expliquer en partie par les conséquences de la pandémie mais elle est due surtout à la situation sécuritaire très dégradée dans la zone avec le blocus de l'axe Djibo-Ouaga par les Groupes Armés terroristes mais aussi le détournement des camions sur le même axe par ces derniers rendant même les assistances humanitaires difficiles dans la zone.

Réponse de Fert au Burkina Faso

Les mesures prises pour restreindre la circulation des personnes ont constitué un défi pour les producteurs. Mais dans la région du Centre Nord, c'est le contexte d'insécurité qui constitue le défi majeur. En effet, les populations vivent quotidiennement dans la peur et dans l'incapacité de cultiver convenablement leurs champs à cause des attaques perpétrées des terroristes. Il est probable que cela affectera lourdement la sécurité et la salubrité alimentaires.

Cette crise humanitaire a été un peu occultée dans les médias par la pandémie Covid alors qu'elle gagne toujours du terrain. Dans les zones les plus touchées, notamment les régions Nord, Sahel et Centre-Nord et principalement dans le Sanmatenga, les violences sont quasi quotidiennes. Aux combats entre des groupes armés et l'armée nationale et leurs alliés (VDP, Volontaires pour la Défense de la Patrie, et Koglweogo) s'ajoutent une série d'exactions contre la population civile : pillages, assassinats ciblés, massacres. On observe une évolution du nombre de personnes forcées de fuir leur domicile qui est révélatrice de l'escalade meurtrière qui touche par ailleurs toutes les communautés du pays.

Selon les élus de la SCOOP de Pissila, 17 villages victimes ont été abandonnés par leur population qui se sont déplacées à Pissila ville. La SCOOP enregistre au total 329 personnes déplacées dont 296 femmes et 33 hommes tous membres de la coopérative. Cette situation engendre des difficultés aussi bien pour les déplacés que pour les autochtones /producteurs OP, notamment en ce qui concerne l'hébergement, la scolarité des enfants, l'alimentation et les soins sanitaires.

Quelles sont selon vous les leçons à tirer de la Covid 19 ?

Réponse de l'ARDI au Rwanda

Certaines leçons restent à tirer aux effets du COVID 19 :

- Développer l'épargne financière au sein des familles et ménages agricoles pour éviter des problèmes ;
- Maximiser la production agricole et développer également les systèmes de stockage de la production afin de contribuer à la sécurité alimentaire ;
- Utilisation d'internet pour l'animation et la participation à différentes réunions, envoi des rapports, accès facile à l'information, mobile banking, mobile money etc.. ;
- Adoption de certaines mesures barrières comme la culture du lavage des mains qui vont contribuer à la lutte contre plusieurs maladies parasitaires, bactériennes et virales.

Réponse de l'UNMFR au Sénégal

Il est urgent de prendre en compte la variabilité climatique avec une implication en termes d'environnement, social et économique, et de repenser notre agriculture.

Face à cette pandémie dont on ne sait pas à quelle période elle va disparaître, il y a lieu d'élaborer des programmes de résilience sociale et économique qui pourraient aider les populations à sortir des effets néfastes de l'après Covid-19. S'investir dans les activités agro-sylvo-pastorales et halieutiques devient urgent si on veut échapper à la famine.

Avez-vous d'autres informations à ajouter ?

Réponse de l'ARDI au Rwanda

Le COVID 19 a tellement secoué les agri-éleveurs des pays en voie de développement car le plus souvent leur production est insuffisante, traditionnelle, sans technologie de production et de transformation et même pas d'assurance.

Réponse de GOEMA au Burkina

Le problème bien plus préoccupant que la COVID 19, ce sont les déplacés internes qui ont fui les zones d'insécurité du nord du pays pour venir s'installer dans les villages membres de TENKEEGA (Goèma, Kamsé, Lebda et Toèghin). La plupart de ces déplacés sont des agriculteurs et ils ont fui leur terre pour venir s'installer dans les villages membres. Cela pose des problèmes en matière d'alimentation, de foncier et surtout d'accès aux intrants pour que ces déplacés puissent cultiver eux-mêmes sur place, en attendant, espérant, retourner sur leurs propres terres.

Actualités

UNE CAMPAGNE AGRICOLE QUI S'ANNONCE BONNE AU BURKINA GRÂCE À UNE BELLE SAISON PLUVIEUSE



« Nous avons reçu un mois d'août très pluvieux cette année et nous espérons que les pluies vont continuer en septembre également. La campagne agricole est très bonne pour l'instant avec

des perspectives intéressantes pour les producteurs qui ont pu labourer. C'est le contexte sécuritaire qui continue plutôt à nous inquiéter avec des lendemains incertains. »

OUSMANE DAO,
Directeur du SERACOM à DJIBO

Situation pluviométrique moyenne des 4 dernières campagnes agricoles 2017-2020 à Djibo dans le Soum

ANNÉE	HAUTEUR D'EAU (mm)	NBRE DE JOURS DE PLUIES
2017	493,8	35
2018	434,25	34
2019	361	28
2020 au 31 Août	474	22

« Deux mois après avoir remis du compost et des matériels agricoles aux déplacés internes des villages de TENKEEGA, la ferme est passée faire un suivi des différents champs. En P.j. les photos des champs des déplacés qui ont bénéficié de l'aide grâce au financement de l'ACCIR. Tous les champs sont bien développés et ça promet de belles récoltes !

Merci à l'ACCIR pour cette aide précieuse à l'endroit des agriculteurs déplacés internes ! »

MAHAMADI,
Directeur Ferme Pilote de GOEMA

VOYAGES D'ÉTUDE ET MISSIONS

Chaque année, l'ACCIR organise un voyage d'étude et des missions dans les pays où nous accompagnons des projets.



Pour cette année 2020, le contexte sécuritaire et sanitaire a sérieusement réduit nos déplacements. Le voyage au Rwanda et une mission au Togo-Bénin, organisés en début d'année, ont cependant pu être réalisés avec succès et nous espérons que, pour 2021, les possibilités de se déplacer vont à nouveau se présenter.

L'intérêt porté par de nombreux adhérents pour effectuer une visite au Rwanda, pays bénéficiant d'une bonne situation sécuritaire et d'un contrôle rigoureux de la pandémie de Covid-19, incite notre association à envisager, pour le début de l'année 2021, un autre voyage dans ce pays. Actuellement, les contraintes, liées aux transports aériens, aux passages des frontières et aux restrictions locales, restent néanmoins sévères et font peser des incertitudes sur cette possibilité.

Face à cette situation inédite nous allons nous adapter et vous serez, bien entendu, informés des déplacements projetés !



BULLETIN D'ADHÉSION

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Email _____

Je verse une cotisation annuelle : 30 €

Je verse un don annuel d'un montant de :

Chèque à libeller à l'ordre de l'ACCIR

Hommage

A Oumy Seck

Le 5 août, nous avons appris le décès de Oumy Seck avec peine et émotion

En octobre 2019, nous l'avions invitée pendant le festival alimentaire et le festival des solidarités. Vous l'avez peut-être rencontrée ou hébergée lors de ses interventions à la Scara, dans 3 lycées agricoles, 1 MFR et au Festisol. Sa présence était aussi l'occasion de finaliser notre engagement dans la mise en place de 21 jardins partagés avec le CEEDD dont elle était la fondatrice et la cheville ouvrière. Nous avons été impressionnés par son charisme, sa vision du développement, sa patience à répondre à nos questions, à nos demandes de précisions. Oumy, dès ses premiers contacts en Champagne, s'est placée parmi les partenaires qui ont marqué l'histoire de l'Accir par leur personnalité, leur engagement, et leur capacité à nous entraîner dans leurs projets. Elle était une pionnière de l'agriculture urbaine. En associant les autorités locales, elle se battait pour multiplier, dans tous les coins de la ville de Thiès et sa périphérie, des jardins regroupant chacun 15 femmes. Chaque projet abouti verdit la ville, améliore le cadre de vie du quartier, enrichit l'alimentation familiale et peu à peu participe à l'autonomie des femmes.

Depuis 2005, son projet concerne les plus pauvres et vise à améliorer leurs conditions de vie en les formant au maraîchage, à l'artisanat, à la gestion, au commerce, à la santé. En 2012, elle a reçu le prix de la fondation "Ensemble".

Voici ce qu'elle disait dans une vidéo que vous pourrez retrouver sur internet : « *Le CEEDD c'est mon enfant, mon bébé, ma deuxième famille. Les objectifs de cette association : faire en sorte que les femmes arrivent à trouver un emploi décent, qu'elles sachent que c'est possible grâce à leur savoir-faire, une femme, tant qu'elle ne travaille pas, ne peut être autonome. Qui connaît le Sénégal sait que c'est un pays de partage et je me suis inscrite dans une dynamique de partager ma petite expérience avec des femmes qui n'ont pas eu la chance d'être scolarisées. Les hommes nous taquent un*



peu en disant que nous sommes trop féministes, moi, je leur dis qu'ils doivent nous rejoindre car le F de femmes est majuscule comme le F de famille et ils font partie de la famille. Le point de départ du développement local, c'est la famille, puis le quartier, puis la ville. »

Pendant son séjour nous avons partagé des moments de travail, de témoignage, de détente aussi, comme le montre cette photo* prise après la visite de la cathédrale de Reims.

Les femmes de Thiès, le monde du développement ont perdu une femme généreuse, engagée et nous souhaitons vivement que son œuvre perdure. Dès septembre, nous avons repris contact avec le nouveau bureau du CEEDD et nous mettons tout en œuvre pour que les objectifs fixés sur 3 ans soient atteints.

Anne-Marie WARZÉE,
membre du Bureau



Complexe Agricole du Mont Bernard
Route de Suippes
51000 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE
Tél. 03 26 64 28 58

E-mail : accir@orange.fr
www.accir.org - www.facebook.com/ACCIR